



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 23/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LA MARNAISE

66 route de Vitry en Perthois
51300 Vitry-Le-François

Références : D1 c 2025 665
Code AIOT : 0003014828

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2025 dans l'établissement LA MARNAISE implanté La Sente de Larzicourt, La Mare Jandeure, La Grande Mare Jandeure, Le Chemin d'Orconte, Les Clochers 51300 Matignicourt-Goncourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA MARNAISE
- La Sente de Larzicourt, La Mare Jandeure, La Grande Mare Jandeure, Le Chemin d'Orconte, Les Clochers 51300 Matignicourt-Goncourt
- Code AIOT : 0003014828
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière visitée est réglementée par l'arrêté préfectoral n° 2025 APC 34 IC du 6 mars 2025. Les différents sites de la carrière faisaient initialement l'objet de plusieurs autorisations, ils sont désormais réglementés par un seul arrêté. Au titre des installations classées, l'autorisation porte sur les rubriques 2510 (A), 2515-1 (E) et 2517-1 (E).

Les produits d'extraction ne sont pas commercialisés, ils sont utilisés en interne pour répondre aux besoins de l'entreprise pour ses chantiers de BTP.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Remblais – bordereau de suivi	Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 44	Demande d'action corrective	30 jours
13	Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autorisation d'exploiter	Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 1	Sans objet
3	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 9	Sans objet
4	Phasage	Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 20	Sans objet
5	Décapage	Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 21	Sans objet
6	Limitation de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 22	Sans objet
7	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 24	Sans objet
8	Déchets – PGD	Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 32	Sans objet
9	Battement de la nappe	Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 43	Sans objet
11	Remblais registre et plan de localisation	Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 44	Sans objet
12	Remblais : Document d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
14	Surveillance de	Arrêté Préfectoral du 06/03/2025,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	la qualité des eaux	article 50	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au nouvel arrêté préfectoral d'autorisation, un nouvel acte de cautionnement doit être présenté. Le phasage est respecté.

L'exploitant est également le producteur du déchet, il assure sa traçabilité jusqu'à la carrière où des opérations de remblayage sont réalisées.

Néanmoins, le code déchet n'étant pas indiqué dans les registres d'admission ainsi que les bordereaux de transport, et aucune analyse n'étant réalisée, l'exploitant ne peut justifier du caractère inerte et non dangereux du déchet.

Un piézomètre doit être implanté sur le site 1 (Pz8) de la carrière afin de compléter le suivi des eaux souterraines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation d'exploiter

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Autorisation d'exploiter
Prescription contrôlée : <i>Rubrique 2510-1 : (A) production max annuelle : 68889 m³ (124000t)</i> <i>Rubrique 2515-1 : (E) puissance > 200 kW</i> <i>Rubrique : 2517-1 : (E) superficie 35000 m² (stockage max 113000 m³)</i>
Constats : La carrière comporte 6 sites. Le service de l'inspection a constaté l'extraction du gisement, rubrique 2510, sur le site 2. Le site 3 est terminé et les sites 4,5 et 6 n'ont pas débuté. La station de traitement, rubrique 2515, est positionnée sur le site 1 et était en fonction le jour de la visite. Quant à la plate-forme de transit, rubrique 2517, le service de l'inspection a également constaté sa présence avec les granulats en attente d'enlèvement. Par conséquent, les activités sont conformes aux rubriques de l'Arrêté préfectoral d'autorisation. Il est à noter, que l'extraction de matériaux est limitée aux seuls besoins de l'entreprise pour son activité de BTP. Les granulats ne sont pas commercialisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières

Prescription contrôlée : <i>"L'autorisation d'exploiter est conditionnée à la constitution effective des garanties financières. [...]</i> • Absence des garanties financières : <i>Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue au 4° du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées."</i>
Constats : Les garanties financières ne sont pas à jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un mois, l'exploitant doit faire parvenir à l'Inspection l'acte de cautionnement des garanties financières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 9
Thème(s) : Situation administrative, Registres et plans
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan d'échelle adaptée à la superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, (ainsi que les bornes), • les bords de la fouille, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, • les zones remises en état, • la position des ouvrages de surface et, s'il y a lieu leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Le dernier plan d'exploitation a été présenté. Il fait état de l'avancée de l'exploitation sur le site 2, le seul site en cours d'exploitation le jour de la visite. Il fait apparaître les informations requises (emprise parcelles, bornage, niveau et cote d'altitude, zones remblayées, zones remises en état). La dernière mise à jour du plan a été réalisée en janvier 2025. Les piézomètres sont localisés sur un autre plan également présenté à l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 20
Thème(s) : Autre, Phasage
Prescription contrôlée : <i>"Les phasages d'exploitation reportés sur les plans en annexe 2 doivent être scrupuleusement respectés. Néanmoins, il est possible de déroger à celui-ci après demande motivée et accord écrit de l'inspection de l'environnement. Chaque phase correspond à une durée d' une année environ. L'exploitation de la phase "n+2" ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase "n" est terminée, exceptée pour les zones qui seront remblayées avec entre autres les fines de décantation et exceptée pour la réalisation des évaluations archéologiques. [...]"</i>
Constats : L'exploitation des phases 3 et 4a de la zone 2 est en cours et est conforme au plan de phasage de l'arrêté préfectoral d'autorisation (APA).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Décapage
Prescription contrôlée : Les travaux de décapage sont effectués en dehors de la période de reproduction des espèces avifaunistiques, soit entre octobre et mars. Cette mesure est appliquée sur l'ensemble du périmètre prévu par l'exploitation.
Constats : Le prochain décapage prévu est celui de la phase 5 sur le site 2, il doit être réalisé à partir de fin septembre. En dehors de la période de reproduction conformément à l'article 21 de l'APA.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Limitation de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation de l'extraction
Prescription contrôlée : <i>"- Sites n°2 à 5 : La profondeur maximale d'extraction est (y compris l'épaisseur des matériaux de découverte) de 4,80 mètres. L'épaisseur d'extraction moyenne est en théorie de 4 à 5 mètres (m) au maximum par rapport au terrain naturel mais la hauteur moyenne est de 3,5 m. Les cotes moyennes NGF d'extraction sont de 113,00 m. - Site n°6 : La profondeur maximale d'extraction est (y compris l'épaisseur des matériaux de</i>

découverte) de 4,10 mètres pour le secteur Est. Les cotes minimales NGF d'extraction sont de 110 mètres sur le secteur Est. La profondeur moyenne d'extraction est de 3,88 mètres et de 3,62 mètres. La production maximale correspondant à l'extraction réalisée dans le périmètre autorisé est de l'ordre de 1 577 215 m³. La production annuelle maximale autorisée est de 68 889 m³ soit 124 000 t/an."

Constats :

Sur le plan d'exploitation remis au service de l'inspection, les niveaux des zones ayant été exploitées sont indiquées.

Au regard de la référence prise par le géomètre, le service de l'inspection constate que la profondeur d'extraction oscille entre 3.5 m et 3 m et répond aux prescriptions de l'article 22 de l'APA.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 24

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau

Prescription contrôlée :

"Afin de limiter le prélèvement d'eau, les matériaux extraits seront stockés en bordure d'extraction afin d'y subir un pré-égouttage.

Pour l'alimentation de la centrale de traitement sur le site n°1, des prélèvements d'eau seront effectués au droit du site pour une utilisation en circuit fermé. La pompe de surface prélèvera avec un débit maximal de 75 m³/h et pour une quantité maximale de 75 000 m³/an. Un compteur mécanique permettra de contrôler les débits exactement prélevés qui seront relevés chaque semaine et inscrits dans un registre spécifique prévu à cet effet".

Constats :

Le volume d'eau consommé est relevé une fois par semaine. Le volume relevé enregistré pour l'année 2024 s'élève à 71 220 m³, en deçà des 75 000 m³ autorisés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déchets – PGD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 32

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets – PGD

Prescription contrôlée :

"L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.[...]"

Constats :

Pour chacun des sites 1, 2, 3, 4 et 5 un plan de gestion des déchets d'extraction (PGD) existe. Ils sont datés de 2022 et sont valides 5 ans. Ils avaient été réalisés sous les précédentes autorisations,

avant regroupement des sites désormais réglementés par l'Arrêté préfectoral n°2025 APC 34 IC du 6 mars 2025.
Selon l'exploitant, un PGD sera rédigé pour le site n°6 lorsque celui ci sera exploité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Battement de la nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 43

Thème(s) : Risques chroniques, Battement de la nappe

Prescription contrôlée :

Afin de respecter les critères de remise en état de la carrière en fin d'exploitation, l'exploitant détermine, chaque année, les variations du niveau de la nappe entre la période de basses eaux et de hautes eaux pendant la durée d'exploitation de la carrière.

Les résultats obtenus permettent notamment de déterminer le niveau de réalisation des prairies humides, des mares, des zones de hauts fonds.

Les relevés effectués sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement pendant la durée d'exploitation et sont joints au mémoire de remise en état lors de la cessation d'activité.

Constats :

Selon l'exploitant, le battement de la nappe est relevé tous les ans au moment des basses eaux et au moment des hautes eaux.

Le battement de la nappe a été relevé en 2024. le niveau relevé en avril est de 2,61 m et le niveau relevé en octobre est de 1,59 m.

L'inspection note qu'un tableau de synthèses des niveaux relevés permettrait de suivre plus facilement l'évolution du niveau de la nappe au fil du temps.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Remblais – bordereau de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 44

Thème(s) : Risques chroniques, Remblais – bordereau de suivi

Prescription contrôlée :

Les apports extérieurs de matériaux sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

Constats :

L'exploitant précise que les remblais mis en œuvre dans ses carrières proviennent de ses propres chantiers de BTP.

Le transport des matériaux de remblaiement est assuré en interne. Chaque transport possède un bordereau qui permet d'alimenter le registre d'admission des déchets avant l'opération de remblayage. L'exploitant est présent dès la phase de production des déchets jusqu'à sa mise en œuvre en carrière.

Les bordereaux de suivi sont numérotés. Ils comportent les informations permettant d'alimenter

<p>le registre d'admission des déchets avant l'opération de remblayage (date, nom de l'intervenant, lieux de chargement, de déchargement, numéro et caractéristiques du véhicule, quantité, caractéristiques du matériaux).</p> <p>L'Inspection note qu'aucun code déchet n'est indiqué sur les documents présentés (bordereau de transport et registre), il n'y a que la mention "Terre". Par ailleurs, dans l'hypothèse où le déchet correspondrait aux codes déchets 17 05 04 (terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse) ou 20 02 02 (terres et pierres), l'exploitant ne peut remettre au service de l'inspection les justificatifs attestant du caractère inerte du déchet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précisera les modalités d'acceptation des déchets inertes sur la carrière en mettant en place une procédure permettant de vérifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les points de contrôle requis dans le cadre de l'acceptation des déchets sur la carrière (notamment le libellé du déchet ainsi que le code à six chiffres en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement). - que les déchets relevant des codes déchets 17 06 05 et 17 05 03 ne proviennent pas de sites et sols pollués. <p>Ces informations devront être reportées dans le registre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 11 : Remblais registre et plan de localisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 44</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Remblais registre et plan de localisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les volumes, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés (notamment immatriculation des véhicules de transport) ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan de localisation des remblais avec son découpage en casiers numérotés.</p> <p>Le service de l'inspection a demandé à l'exploitant de lui présenter par échantillonnage le registre des apports de déchets du casier n°6 qui correspondait à des apports réalisés en mai 2022.</p> <p>Il est indiqué sur ce registre, la date d'arrivée in situ du déchet, la référence du bordereau de suivi, la provenance, le type de transport, la quantité, le type de déchet (en l'occurrence "Terre") et le casier remblayé.</p> <p>Le service de l'inspection constate que l'apport des déchets en mai 2022 correspond au casier 6 et respecte le plan de remise en état. Par ailleurs, ce plan a été actualisé en janvier 2025 conformément à l'art. 15 de l'AM du 22/09/1994.</p> <p>Par conséquent, la traçabilité des apports des déchets servant au remblayage est assurée.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Remblais : Document d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Remblais : Document d'acceptation préalable
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<p>Constats :</p> <p>LA MARNAISE étant à l'origine de la production des déchets inertes destinés au remblaiement de ses propres carrières, il n'y a pas de déclaration d'acceptation préalable (DAP).</p> <p>Néanmoins, le service de l'inspection rappelle à l'exploitant l'absence sur ses documents du libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] La position des piézomètres P1 à P7 figure dans le plan de l'état final en annexe 3.</p> <p>Afin de mesurer les effets éventuels des remblais sur la qualité des eaux souterraines, pour un suivi analytique en aval du site concerné, l'exploitant prendra les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour le site 3, mise en place de trois piézomètres, avec un piézomètre P5 mis en amont de l'écoulement ; deux autres P6 et P7, placés en aval ; • pour le site 2, mise en place de quatre piézomètres, avec un piézomètre P1 placé en amont de

<p>l'écoulement au nord-est du site, un piézomètre P2 placé au nord-ouest de la prairie humide, à proximité du périmètre de protection rapproché du captage AEP, et deux autres piézomètres, P3 et P4, placés en aval écoulement de la nappe.</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour le site 1, mise en place d'un piézomètre P8 placé sur la partie nord-est du site.[...]
<p>Constats :</p> <p>Sur les 8 piézomètres prévus, 7 sont implantés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 piézomètres sont implantés sur le site 2 (Pz1, Pz2, Pz3 et Pz4) - 3 piézomètres sont implantés sur le site 3 (Pz5, Pz6 et Pz7) - 1 piézomètre doit être implanté sur le site 1 (Pz8). Selon l'exploitant il doit être réalisé prochainement.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fera parvenir une attestation justifiant que sur le site n°1, le piézomètre n°8 (Pz8) a bien été réalisé. Il précisera également son emplacement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 14 : Surveillance de la qualité des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2025, article 50</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant le début de l'exploitation de la carrière, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan des niveaux piézométriques et de la qualité des eaux souterraines.</p> <p>Quatre piézomètres de contrôle des eaux souterraines sont implantés conformément au plan en annexe 3 du présent arrêté afin de mesurer l'impact éventuel de l'exploitation sur la piézométrie et sur la qualité des eaux souterraines.</p> <p>Le contrôle de la qualité des eaux est réalisé 2 fois par an, l'un en période dite de « basses eaux » et le suivant en période dite de « hautes eaux », à raison d'un contrôle dans le plan d'eau en exploitation et d'un contrôle dans les piézomètres installés.</p> <p>Un rapport annuel des résultats des analyses est transmis à l'inspection des installations classées avant le 30 avril n+1. Les résultats de l'auto surveillance, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).</p> <p>Le contrôle de la qualité des eaux est réalisé sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH, conductivité, MEST, DCO, DBO5, métaux lourds totaux et hydrocarbures totaux ; • phénol (comme indicateur de la qualité de la nappe).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède au contrôle des eaux souterraines 2 fois par an en période de basses eaux et en période de hautes eaux sur l'ensemble des piézomètres. Il a présenté les résultats des dernières analyses. Le prélèvement a été réalisé 20 mars 2025.</p>

L'état a mis en place l'application web GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) destinée à transmettre les résultats de surveillance de la qualité des eaux

Les résultats des analyses n'étaient pas enregistrés dans GIDAF.

La DREAL actualisera le cadre GIDAF et en informera l'exploitant afin que ce dernier puisse procéder au téléversement des données d'autosurveillance.

Type de suites proposées : Sans suite